

## La France et l'Espagne s'unissent pour l'Union

Le jeudi 31 mai 2007, le nouveau Président de la République française, Nicolas Sarkozy, s'est rendu au Palais de la Moncloa pour rencontrer son homologue espagnol, José Luis Rodriguez Zapatero. Une bonne entente entre la France et l'Espagne n'était pas gagnée d'avance. Même si Nicolas Sarkozy a prôné le « oui » pour la ratification du traité constitutionnel en 2005, la France reste le pays, avec les Pays-Bas, qui a anéanti l'espoir d'une avancée institutionnelle européenne. A l'inverse, l'Espagne avait été le premier pays à ratifier le projet. Pourtant, deux ans après le rejet du traité constitutionnel par le peuple français, Nicolas Sarkozy et José Luis Rodriguez Zapatero ont affirmé leur volonté commune de mettre fin à l'immobilisme de l'Union Européenne.

Le Président socialiste du gouvernement espagnol a appuyé la proposition française d'élaborer un traité constitutionnel « simplifié ». José Luis Rodriguez Zapatero rejoint ainsi le groupe des chefs d'Etat qui ont déjà assuré leur soutien au nouveau Président de la République française, parmi lesquels la Chancelière allemande et Présidente actuelle du Conseil Européen, Angela Merkel, le premier ministre britannique Tony Blair et le premier ministre italien, Romano Prodi, ainsi que l'actuel Président de la Commission Européenne, le portugais José Manuel Barroso. Le rendez-vous franco-espagnol à Madrid traduit surtout un changement notable des relations politiques entre les deux pays voisins sur le thème européen. Un vent nouveau souffle en Espagne. Que ce soit au sein du gouvernement socialiste ou au sein de l'opposition du *Partido Popular* (PP), on apprécie le nouveau Président français, pleinement engagé dans la relance européenne depuis son élection le 6 mai dernier, et davantage disposé à faire de son voisin espagnol un allié européen décisif. « Nous allons montrer que l'Espagne et la France peuvent faire évoluer l'Europe », a déclaré Nicolas Sarkozy.

Le traité constitutionnel « simplifié » devra être consensuel : distinct du projet de traité constitutionnel antérieur et inspiré de la vision française actuelle, sans être exclusivement « sarkozyste ». C'est pour cela que José Luis Rodriguez Zapatero et Nicolas Sarkozy ont souligné le rôle moteur de la présidence allemande actuelle du Conseil, qui doit donner une forte impulsion à ce nouvel élan européen. Le texte du traité serait réduit de 400 à 70 articles. Il n'inclurait pas les symboles supranationaux de l'Union, ni la Charte Européenne des Droits, à laquelle on ferait quand même référence afin de garantir son application devant les tribunaux.

Nicolas Sarkozy et José Luis Rodriguez Zapatero se sont également mis d'accord sur la mise en place future d'un Président européen stable et élu pour une durée supérieure à un semestre. Ils ont aussi convenu de la nécessité d'attribuer le statut de ministre des Affaires Etrangères européennes au Haut Représentant de la Politique Européenne de Sécurité et de Coopération (PESC), Javier Solana.

La rencontre franco-espagnole a également abordé la question du terrorisme, de l'immigration, et des transports frontaliers franco-espagnols. Nicolas Sarkozy a assuré que la France coopérerait à la lutte antiterroriste espagnole, soulignant toutefois que le problème de l'ETA était avant tout un problème espagnol. Le Président français s'est montré en accord avec José Luis Rodriguez Zapatero sur la nécessité de l'extension du vote à la majorité qualifiée concernant la politique

d'immigration. Fidèle à son discours national, Nicolas Sarkozy s'est prononcé en faveur de l'expulsion des immigrés clandestins. Il a néanmoins nuancé son jugement antérieur concernant la régulation massive opérée par le gouvernement espagnol en 2005, affirmant ne pas pouvoir reprocher à l'Espagne une mesure que la France elle-même avait prise auparavant. Concernant les transports frontaliers, le Président français s'est déclaré en faveur d'une meilleure connexion des transports entre la France et l'Espagne au niveau pyrénéen.

La première visite de Nicolas Sarkozy à Madrid en tant que Président de la République française marqua plusieurs bons points. Aux yeux des Espagnols d'abord, en assurant à l'Espagne son soutien dans sa lutte antiterroriste, en trouvant un accord concernant la politique d'immigration et en s'engageant à participer à la poursuite de la modernisation des transports ferroviaires espagnols à la frontière avec la France. Au niveau européen, la France de Nicolas Sarkozy a proposé des réformes institutionnelles rapides et efficaces pour sortir l'Union Européenne de sa paralysie. Le Président français a exprimé clairement sa volonté de faire du couple franco-espagnol un duo utile à la relance de l'Union malgré leurs divergences d'opinion traditionnelles. Le discours de Nicolas Sarkozy fait pleinement écho au slogan zapateriste « De retour dans l'Europe », qui marque la politique extérieure du gouvernement socialiste depuis son élection en 2004. A Madrid, José Luis Zapatero a même assuré son soutien au projet sarkozyste d'une « Union Méditerranéenne ». On observe donc un resserrement très net des relations franco-espagnoles, qui permettra sans doute à la France d'élargir son influence dans la zone méditerranéenne et méridionale de l'Europe.

En choisissant l'Espagne pour troisième étape de son *marathon* européen, Nicolas Sarkozy a bel et bien fait bonne impression.

**Muriel SANTORO** est étudiante en Master, spécialisée en études européennes, l'Espagne et les relations avec les Etats-Unis.